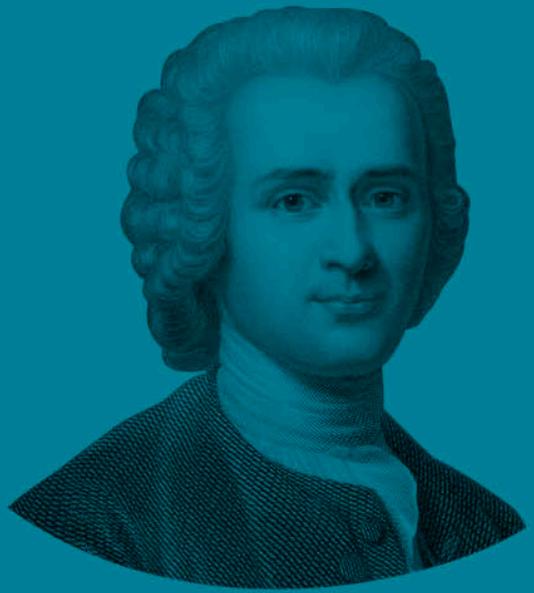


Mathieu Fontaine



INTRODUCTION À

# LA PHILOSOPHIE POLITIQUE



ellipses

# Introduction

---

## Crise de l'autorité et désir d'obéir (Nietzsche, Spinoza)

Il est presque devenu une habitude d'affirmer, sur un ton péremptoire et désabusé, que l'autorité est aujourd'hui en crise, et que les coutumes, les valeurs traditionnelles, la stabilité du monde même menacent de s'effondrer<sup>1</sup>. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle déjà, Nietzsche formule la même idée lorsqu'il pense son temps à l'aune du nihilisme signifiant, selon la formule de Dostoïevski, que « si Dieu est mort, tout est permis ». « Tout ce qui fait que les institutions sont des institutions, regrette Nietzsche, est méprisé, haï, écarté : on se croit de nouveau en danger d'esclavage dès que le mot "autorité" se fait seulement entendre »<sup>2</sup>. Encore plus tôt, Chateaubriand souligne sur un ton non moins désenchanté que « le monde actuel, le monde sans autorité consacrée, semble placé entre deux impossibilités : l'impossibilité du passé et l'impossibilité de l'avenir »<sup>3</sup>. Toutes les autorités sont concernées ; crise de l'autorité politique et des représentants, crise de l'autorité parentale et religieuse, crise de l'éducation, de la justice, de la médecine, etc. Partout semblent se multiplier les signes : peu à peu disparaît le respect à l'égard de ce qui a toujours et devrait toujours être tenu en respect.

Que faire de ce constat ? Trois attitudes peuvent être identifiées ; premièrement, vouloir restaurer une autorité perdue, par la force et la sanction – c'est l'attitude réactionnaire ou romantique/nostalgique, qui fait pencher l'autorité du côté de l'autoritarisme et donc du pouvoir. Deuxièmement, vouloir abandonner définitivement une autorité déjà condamnée, symbole de toutes les normes surannées – c'est, en même temps et paradoxalement, l'attitude libérale ou néo-libérale s'appuyant sur le marché pour anéantir tout ce qui lui résiste encore, mais aussi l'attitude anarchiste estimant que toute norme est liberticide. Enfin, vouloir inventer une

- 
1. Cf. A. Renaut, *La Fin de l'autorité*, Champs 2009, même si, contrairement à ce que laisse deviner le titre, l'ouvrage ne s'arrête pas à ce constat, et tente plutôt de le dépasser – il faut comprendre *fin* en deux sens.
  2. F. Nietzsche, *Le Crépuscule des idoles*, Incursions d'un inactuel § 39, GF 2005, p. 204.
  3. F.-R. de Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe* II, Gallimard 1997, p. 477.

nouvelle forme d'autorité, fondée non plus sur des normes transcendantes et préexistantes – Dieu, le père, le maître... – mais sur des relations sociales ouvertes à la discussion, c'est-à-dire sur la liberté et l'égalité de tous – c'est ce que nous pourrions appeler l'attitude critique.

Un fait politique surprenant s'ajoute à ce constat : c'est que, corrélativement, émergent partout des figures autoritaires voire autoritaristes, marquant l'arrivée au pouvoir de personnages qui durcissent à l'extrême l'autorité, fermés à la négociation, au caractère rigide, et souvent prêts à n'importe quel moyen pour arriver à leurs fins. Cela revient en réalité à confondre l'autorité avec le pouvoir : le refus d'obéir de plein gré aux normes traditionnelles – autorité – se double paradoxalement d'une demande d'obéir contre son plein gré, par la force et la coercition. Or l'autorité exclut par définition la force : si je dois utiliser la force pour avoir du silence dans une classe, ou pour me faire écouter de mon enfant, c'est que je n'ai pas ou plus d'autorité. Au contraire, le pouvoir implique la force ou la contrainte, ainsi que le rapport de commandement/obéissance d'un sujet sur un autre – Dieu/hommes, roi/sujets, gouvernants/gouvernés... Pour revenir à ce fait paradoxal : on ne peut pas dire qu'il y a une crise de l'obéissance, puisqu'il y a étrangement un *désir d'obéir*. Mais la difficulté, centrale en philosophie politique, est celle de la servitude volontaire, énoncée par La Boétie et formulée par Spinoza de la manière suivante : comprendre pourquoi les hommes « combattent pour leur servitude, comme s'il s'agissait de leur salut »<sup>1</sup>. L'enjeu est donc grand de démêler les rapports entre autorité et pouvoir, puisqu'il y est question de ce qui peut rendre légitime notre obéissance ou notre obligation politiques, présentes dans l'autorité comme dans le pouvoir.

## Le temps est la matrice de l'autorité

(Revault d'Allonnes, Bergson)

Comme toujours lorsque le problème provient d'une confusion, la philosophie exige d'éclaircir conceptuellement les choses. Myriam Revault d'Allonnes, dans *Le Pouvoir des commencements*, s'y attache de manière convaincante, en remarquant d'abord que traditionnellement, l'autorité n'est jamais pensée par elle-même, mais toujours relativement au pouvoir. Par exemple, l'autorité est définie comme la propriété d'un pouvoir légitime – une sorte de surpouvoir définissant un bon pouvoir. L'autorité désigne aussi un pouvoir d'obtenir un certain comportement sans force ni contrainte : elle est donc toujours pensée selon une addition/soustraction par rapport au pouvoir, mais jamais de manière autonome. Or, puisque le pouvoir

---

1. B. Spinoza, *Traité théologico-politique*, Préface, GF 1965, p. 21.

est généralement défini à partir de la structure commandement/obéissance, subordonner l'autorité au pouvoir, c'est donc, par ricochet, définir l'autorité à partir de cette même structure. L'autorité devient ainsi un pouvoir plus respectueux des personnes, une domination douce et tranquille, un gouvernement moins ou non violent, etc.

Comment alors penser l'autorité pour elle-même? Voici ce que dit notre autrice dans un passage décisif: « *le temps est la matrice de l'autorité comme l'espace est la matrice du pouvoir* »<sup>1</sup>. L'autorité se pense à partir du temps, du temps social, politique et humain; de ce point de vue, l'autorité est liée à la notion de *génération*, ce qui suppose deux idées différentes mais corrélées. La première, c'est l'idée selon laquelle *les* générations humaines – au pluriel – sont liées, malgré la succession temporelle, par tout un ensemble de phénomènes comme la transmission, l'éducation, l'histoire, etc. qui ont pour but de résister aux crises, aux événements et aux discontinuités. Et cela dans les deux sens du temps: dans le rapport de l'autorité au passé, bien sûr, mais aussi dans son rapport au futur, au sens de projet et de fin. Ainsi, comme le souligne joliment Revault d'Allonnes, « nous partageons le monde non seulement avec nos contemporains, mais aussi avec nos prédécesseurs et nos successeurs »<sup>2</sup>.

Toutefois, cette continuité entre générations passées, présentes et futures, n'est possible qu'en raison d'une seconde idée: c'est que l'autorité est *génération* – au singulier –, c'est-à-dire commencement, innovation et action. Ces deux idées permettent de dégager la thèse de l'autrice: l'autorité n'est pas seulement de l'ordre de l'être – du fait ou du donné, de l'établi, de l'institué – mais aussi et surtout de l'ordre du devoir-être – du droit, du projet et de l'instituant. L'autorité, ce n'est pas ce qui a eu lieu et qu'on doit respecter pour la seule raison que cela a eu lieu, parce qu'à ce compte-là l'autorité demeurera toujours quelque chose de mort et de stérile; l'autorité, c'est aussi et surtout ce qui peut avoir lieu et ce qu'on doit respecter parce qu'il en va de notre liberté, de notre capacité à agir et à construire le monde – et en ce sens seulement, l'autorité apparaît vivante et positive. Immergée dans le temps, l'autorité est durée, mais pas une durée figée ou immuable; plutôt cette durée propre à la vie que décrit notamment Bergson lorsqu'il la compare à une boule de neige descendant la pente, évoluant par grossissement et augmentation<sup>3</sup>.

---

1. M. Revault d'Allonnes, *Le Pouvoir des commencements*, Seuil 2012, p. 13.

2. *Ibid.*, p. 14.

3. Cf. H. Bergson, *L'Évolution créatrice*, Puf 2009, I, p. 2 ou plus longuement le chapitre II du *Rire*. Nous revenons plus loin sur l'étymologie d'autorité renvoyant au verbe latin signifiant augmenter: *augere*.

## L'autorité en science (Descartes, Pascal)

Prenons un exemple pour illustrer cette intimité de l'autorité au temps : l'autorité de la vérité scientifique, que Pascal aborde dans un petit texte intitulé *Sur le traité du vide. Préface*. Comme toujours, Pascal répond philosophiquement à Descartes qui, dès lors que la recherche de la vérité est en jeu, préconise la table rase et la destruction, caractéristique de la modernité, de toute forme d'autorité antérieure : préjugés, traditions et héritages non réfléchis. Dans la troisième des *Règles pour la direction de l'esprit*, Descartes affirme par exemple que la lecture des Anciens est certes légitime pour satisfaire la curiosité, mais que la vérité exige un tout autre effort : « jamais, par exemple, nous ne deviendrons mathématiciens, même en connaissant par cœur toutes les démonstrations des autres, si notre esprit n'est pas en même temps capable de résoudre n'importe quel problème ; et nous ne deviendrons jamais philosophes, si nous avons lu tous les raisonnements de Platon et d'Aristote, et que nous sommes incapables de porter un jugement assuré sur les sujets qu'on nous propose ; dans ce cas, en effet, ce ne sont point des sciences que nous aurions apprises, semble-t-il, mais de l'histoire »<sup>1</sup>. Même si l'autorité vaut tout de même en histoire, Descartes se prononce ici clairement, en science, contre l'autorité ou l'argument d'autorité au profit d'un esprit autonome, *autarkès*, doué d'un pouvoir sur lui-même, et capable de fonder par lui-même un ordre de raisons et de vérités en néantisant toute forme de préjugé, de croyance ou d'héritage. Il n'y a qu'à remarquer que l'autorité suppose justement un préjugé positif, pour comprendre pourquoi la crise de l'autorité semble si profonde : parce que toute la modernité entre, volontairement et consciemment, en crise à l'égard de l'autorité. Mais en même temps, nous voyons avec Descartes que la modernité ne renonce pas à toute forme d'autorité ; elle consacre plutôt une unique autorité, qui est celle de la raison !

En un sens, Pascal aussi soutient une différence entre deux types de sciences, les sciences historiques requérant l'autorité des anciens – histoire, géographie, droit, langues, et surtout la théologie –, et les sciences rationnelles où « l'autorité y est inutile ». Mais c'est l'autorité des anciens qui est inutile ; car une autorité différente y est décisive, fondée sur la transmission et le grossissement perpétuel des générations. La fécondité de l'esprit « produit continuellement, explique Pascal, et ses inventions peuvent être tout ensemble sans fin et sans interruption. C'est ainsi que la géométrie, l'arithmétique, la musique, la physique, la médecine, l'architecture, et toutes les sciences qui sont soumises à l'expérience et au raisonnement, doivent être augmentées pour devenir parfaites »<sup>2</sup>. Nous retrouvons ici l'idée d'augmentation propre à l'autorité, ainsi que l'idée voulant que, dans un chiasme de conservation et

---

1. R. Descartes, *Règles pour la direction de l'esprit*, AT X, p. 367.

2. B. Pascal, *Les Provinciales – Pensées et opuscules divers*, Le Livre de poche 2004, p. 86.

d'innovation, toute science à une époque donnée hérite des fondements passés, les digère, et les renouvelle. Cela permet qu'à la différence des animaux, les hommes ne cessent d'augmenter, et d'ajouter de nouvelles vérités aux anciennes.

D'où la célèbre image qui termine l'opuscule : « non seulement chacun des hommes s'avance de jour en jour dans les sciences, mais tous les hommes ensemble y font un continuel progrès à mesure que l'univers vieillit, parce que la même chose arrive dans la succession des hommes que dans les âges différents d'un particulier. De sorte que toute la suite des hommes, pendant le cours de tant de siècles, doit être considérée comme un même homme qui subsiste toujours et qui apprend continuellement »<sup>1</sup>. C'est pour cette raison que l'autorité des antiques doit être critiquée : une fois les choses remises à l'endroit, il faut dire que ce sont les anciens qui sont jeunes du point de vue de la vérité, et les modernes vieux. La notion de progrès se dégage aisément du propos, et nous devinons à quel point Pascal anticipe ici sur toutes les philosophies de l'histoire des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Croire au progrès, c'est croire que l'homme est l'*auteur* de son histoire – ici scientifique –, et qu'il s'autorise lui-même à faire œuvre.

## L'autorité comme augmentation de l'action (Cicéron, Kojève)

Nous pouvons comprendre à quel point l'étymologie d'autorité est intéressante : *auctoritas* pour les Romains vient d'*augere*, augmenter. L'autorité désigne une augmentation, un supplément qui vient grossir une action. Mais cette augmentation n'a rien à voir avec la force ou la violence : elle enrichit plutôt en termes de connaissances et de bien. L'autorité n'ordonne pas – à la différence du pouvoir –, mais conseille, avise, informe. Cela signifie que la personne conseillée peut bien ne pas suivre les conseils prodigués, et donc que, pour que l'autorité ait un sens, la personne conseillée soit volontaire pour écouter et accepter le conseil sans discuter. Car en même temps que la violence, l'autorité exclut aussi la persuasion et l'argumentation, qui supposent une égalité entre les individus. Or l'autorité repose sur une forme d'inégalité, de hiérarchie ou de supériorité spontanément reconnue, et constituant une sorte de bizarrerie philosophique : un *a priori* ou un préjugé positif.

La célèbre formule de Cicéron permet de synthétiser toutes ces caractéristiques : « *cum potestas in populo, auctoritas in senatu sit* » – le pouvoir est dans le peuple, l'autorité dans le Sénat. Et à Rome, le Sénat n'a ni pouvoir exécutif ni pouvoir législatif, mais possède une autorité de conseil : son rôle est de donner des avis – à la manière des conseils d'éthique ou de protection des droits aujourd'hui –, à proposer

---

1. *Ibid.*, p. 89-90.

des améliorations, des rectifications, etc. Nous retrouvons ici le rapport au temps : le conseil est donné avant l'action – fonction d'anticipation –, et se prononce dans le présent sur le futur au nom de principes passés – fonction de garant. Pour Revault d'Allonnes, cela signifie que ce qui se joue dans l'autorité, c'est l'idée de génération ou de régénération ; c'est le renouvellement de l'action dans un temps lesté par son passé mais ouvert et indéterminé dans son futur. Si l'autrice répète Saïd disant que « commencer, c'est commencer de continuer », c'est pour renverser la formule et construire le chiasme voulant que, aussi bien, « continuer, c'est continuer de commencer »<sup>1</sup>.

Dans *La Notion de l'autorité*, Kojève remarque déjà le rapport d'essence entre l'autorité et le temps ainsi que le rapport à l'action ; à ses yeux, l'autorité ne s'exerce en effet que là où il y a mouvement et changement, imprévisibilité et nouveauté. Kojève explique ainsi que l'autorité est toujours du côté de celui qui agit ou fait agir, et qu'en ce sens seulement elle est bien active, parce qu'elle suppose la liberté et la conscience d'un agent. Par exemple, une enceinte qui transmet la parole d'un chef n'a pas d'autorité en elle-même : elle n'est ni libre, ni consciente, ni active. Ce qui définit l'autorité serait alors l'absence de résistance à son encontre ; plus précisément encore, il faut que la résistance soit possible, mais qu'on y renonce consciemment ou volontairement. Kojève prend l'exemple suivant : si je pousse quelqu'un par la fenêtre, cela n'a rien à voir avec mon autorité, parce qu'il n'a pas pu me résister, et que de toute façon il m'aurait résisté s'il en avait eu l'occasion... Il n'y aurait autorité que dans le cas où, recouvert d'un casque de pompier, je conseillerais à cette personne de sauter d'elle-même, en l'informant par exemple qu'un incendie menace sa vie. En somme, « l'autorité est la possibilité qu'a un agent d'agir sur les autres (ou sur un autre), sans que ces autres réagissent sur lui, tout en étant capables de le faire »<sup>2</sup>. C'est donc une différence entre le pouvoir et l'autorité : d'un côté, on peut résister à un pouvoir par la ruse et la force – aucun pouvoir n'est irrésistible. D'un autre côté, on ne résiste pas à une autorité : on la laisse tomber, on ne l'écoute pas, on l'ignore, on la fait vaciller par rire ou simple indifférence...

---

1. *Le Pouvoir des commencements*, op. cit., p. 152.

2. A. Kojève, *La Notion de l'autorité*, Gallimard 2004, p. 56.

## Reconnaissance rationnelle de l'autorité, affective et imaginaire du pouvoir (Pascal, Montaigne)

Tentons d'expliquer cette différence ainsi : le pouvoir et l'autorité passent certes par une reconnaissance, mais ce n'est pas du tout le même type de reconnaissance. Un bon moyen pour illustrer cette différence est de penser à la reconnaissance du *dominus*, le maître de pouvoir, et la reconnaissance du *magister*, le maître en autorité. Dans le cas du pouvoir, la reconnaissance est affective, sensible, imaginaire et presque inconsciente ; dans le cas de l'autorité la reconnaissance est consciente, rationnelle et voulue. Pascal l'a dit mieux que personne : le respect pour le pouvoir des grands de ce monde vient des « cordes de l'imagination »<sup>1</sup>, qui attachent les gens à des obligations beaucoup plus passionnelles que rationnelles, comme la crainte du châtement, l'espoir d'être reconnu comme un bon sujet, etc. Or l'imagination a besoin de signes sensibles : l'hermine du juge, l'attirail du médecin et son bonnet carré, les parures, bijoux et couronnes des rois, etc<sup>2</sup>. Il n'y a pas d'obéissance pour Pascal sans toute une signalétique, ou une symbolique du pouvoir. Mais la thèse de Pascal est radicale : seule cette symbolique fait la légitimité du pouvoir, et si nous faisons sa généalogie, nous ne serions confrontés qu'à de bas rapports de force, ce que Montaigne nommait déjà le « fondement mystique de l'autorité »<sup>3</sup>.

Le pouvoir fonctionne à l'affect ; en matière politique comme partout ailleurs, le péché fait que la raison humaine, condamnée à subir les tourments de l'imagination et du désir, ne peut pas fonder par elle seule un pouvoir. Par exemple, elle ne possède pas la force de trouver les premiers principes de la nature humaine et d'instaurer à partir de leur insuffisance un pouvoir politique grâce à un contrat social. De ce point de vue, Pascal est d'accord avec St Paul et la tradition catholique<sup>4</sup> : tout pouvoir vient de Dieu, et imaginer une politique humaine est le comble de la démesure, de la folie et de l'injustice – cela revient à confondre les ordres. Mais en même temps, il faut obéir au pouvoir politique, parce qu'il représente le pouvoir de Dieu, et parce que désobéir au souverain, c'est aussi désobéir à Dieu ; son fondement fût-il mystique, il faut rendre à César ce qui est à César. Le plus grand des maux politiques est la guerre civile, la dispersion des forces, le chaos ; un ordre, un pouvoir est donc nécessaire pour que les hommes ne s'entre-tuent pas. Mais c'est dans la compréhension de ce pouvoir que Pascal est original : car il démystifie en

---

1. B. Pascal, *Pensées* Br 304 Laf 228 Sellier 668, *op. cit.*, p. 1196.

2. *Ibid.*, Br 82 Laf 44 Sellier 78, p. 858.

3. M. Montaigne, *Les Essais* III, XIII, Gallimard 2009, p. 1293 et B. Pascal, *Pensées*, Br 294 Laf 60 Sellier 94, p. 870.

4. Cf. *Romains* 13, 1-2 : « Que tout homme soit soumis aux autorités qui exercent le pouvoir, car il n'y a d'autorité que par Dieu et celles qui existent sont établies par lui. Ainsi celui qui s'oppose à l'autorité se rebelle contre l'ordre voulu par Dieu, et les rebelles attireront la condamnation sur eux-mêmes ».

même temps l'origine fantastique du pouvoir tout en justifiant sa nécessité. C'est le propos subtil des trois *Discours sur la condition des grands*, fiction dans laquelle un naufragé est accueilli par les habitants comme le roi à cause de sa ressemblance avec l'ancien. Dans cette fiction comme dans la réalité, le pouvoir est acquis par le hasard et l'irrationnel : la ressemblance est fortuite, les rapports de force sont contingents. Mais dans tous les cas, le pouvoir doit exister pour maintenir l'ordre entre les hommes. Le pouvoir a donc besoin de se faire passer pour juste afin de se perpétuer, parce qu'il ne peut pas tenir longtemps sur la seule force et la crainte qui l'accompagne. Tout pouvoir a besoin de créer sa propre légitimité ; d'où les signes et les symboles, les marques et les images...

Trois partis sont dès lors possibles aux yeux de Pascal : celui du peuple, qui doit croire, et dont il faut pour cela stimuler l'imagination ; celui des demi-habiles, qui ne peuvent pas supporter cette mystification et la dénoncent avec fracas : ce sont les révolutionnaires, amateurs de guerre civile et de chaos ; celui des habiles enfin, qui par une « pensée de derrière », connaissent bien la mystification, mais acceptent de jouer le rôle qui convient et de se soumettre au pouvoir parce que celui-là est indispensable à la vie, voire au salut. « Il n'est pas nécessaire, parce que vous êtes duc, que je vous estime ; mais il est nécessaire que je vous salue »<sup>1</sup>. Le pire, en politique comme ailleurs, est de confondre les ordres : par exemple, mépriser un roi parce qu'il est mauvais homme, ou en sens inverse honorer un roi qui croirait être Dieu et oublierait d'où il vient. L'ordre du pouvoir institué n'est pas l'ordre de la nature, car je peux bien être supérieur au duc en force ou en pensée, et encore moins l'ordre de la surnature, parce que le roi n'a rien d'un Dieu. Nous touchons ici à la définition de la tyrannie<sup>2</sup>, qui n'est pas propre au roi mais, plus généralement, au moi humain : croire que je suis tout et que je peux tout – en somme, croire que tout le monde doit m'aimer ou me désirer pour mon pouvoir et mon désir de pouvoir.

Cette importance de l'affect explique pour partie le lien circulaire du pouvoir et du désir, qui n'existe pas dans le cas de l'autorité. D'une part, le désir de pouvoir apparaît tellement constant et illimité qu'il constitue le modèle du désir dans son accroissement permanent. D'autre part, le lien entre le désir et le pouvoir se complique aujourd'hui, parce que les pouvoirs les plus récents, souples et insidieux, s'exercent en jouant sur les désirs des individus pour se faire accepter et gouverner. Il existe ainsi toute une érotique du pouvoir, par laquelle les normes investissent ce qui nous est le plus cher – notre liberté, nos intérêts, nos désirs et nos goûts. Il est certain que cette circularité avec le désir rend d'autant plus difficiles l'identification et la critique du pouvoir.

---

1. B. Pascal, *Discours sur la condition des grands*, II, *op. cit.*, p. 751.

2. Cf. *Pensées*, Br 332, Laf 58, Sellier 92, *op. cit.*, p. 866 : « la tyrannie consiste au désir de domination, universel et hors de son ordre ».